LE PARTI S'APPRÊTE À ORGANISER DEUX CONGRÈS PARALLÈLES

Le FNA à la croisée des chemins

Une fois de plus, le FNA fait face à une dissidence avec comme toile de fond la tête de Moussa Touati, le président du parti, que les redresseurs veulent, cette fois-ci, avoir coûte que coûte.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et le congrès extraordinaire pour les uns et ordinaire pour les autres, puisqu'il s'agit tout simplement d'avancer ce rendez-vous organique prévu statutairement en décembre prochain fixé pour ce mois-ci, constitue, à coup sûr, le point d'orgue à l'occasion duquel le sort du parti sera scellé.

Cette dissidence, qui couvait au sein de ce parti depuis bien des mois, s'est ouvertement et publiquement manifestée à la faveur de la maigre moisson engrangée par le parti aux dernières législatives. D'abord par la sortie fracassante des neuf députés qui se sont, au premier jour de la nouvelle législature, démarqués de la direction du parti en décidant de siéger dans la nouvelle Assemblée. Une défection suivie juste après d'une autre, celle de neuf membres de l'exécutif du parti. Un double désaveu pour Moussa Touati qui, criant à une fraude sans précédent dont aurait été victime sa formation, a rejoint le front du refus des résultats de ces législatives et a, à l'occasion, durci le ton à l'égard du pouvoir. Une attitude qui a servi de déclic pour ses adversaires à l'intérieur des structures du parti pour sortir de la «clandestinité» et évoluer à ciel ouvert.

C'est ainsi que cette fronde s'est manifestée avec comme premier acte la perturbation de la session ordinaire du conseil national du parti, vendredi dernier. De nombreux cadres du parti, dont les nouveaux députés et des présidents de conseils de wilaya, ont tenu, ce jour, un sit-in devant le siège national du parti. Et ce fut l'occasion pour les meneurs de cette fronde d'appeler à un congrès extraordinaire pour «redresser la ligne stratégique du parti dont le président a totalement dévié», affirmait Amine Osmane, membre du bureau national démissionnaire et nouveau député du parti. Un redressement qui ne saurait se matérialiser sans «le départ de l'actuel président du parti», poursuivra Abdelkader Drihem, un autre meneur de cette dissidence. Notre interlocuteur promettra que cette fois-ci sera bel et bien la bonne et différera bien des précédentes frondes auxquelles Touati a réussi à faire face, en exprimant sa détermination à aller au bout de la démarche. Comment ? «Par l'organisation d'un congrès extraordinaire avant le 21 du mois en cours», dira-t-il, soit la date retenue par Touati pour la tenue du congrès ordinaire. Si le lieu du déroulement de ce rendez-vous n'est pas encore connu, Drihem affirmera toutefois attendre pour, au plus tard, demain, mercredi, la réponse du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, sollicité dans ce sens, déclarant que «les préparatifs y afférents vont bon train avec un engouement de la base, pressée, dira-t-il, d'en finir avec l'actuelle direction du parti».

Photo : Samir Sid

Moussa Touati.

L'ancien chef du groupe parlementaire du FNA réfutera les «échappatoires» de Touati qui les accuse d'accointances avec des cercles du pouvoir et de nourrir des appétits matériels en courant derrière d'étroits intérêts personnels.

Une accusation que maintient, pour sa part, le président du parti, Moussa Touati qui, voulant apparemment couper l'herbe sous le pied à ses pourfendeurs, a appelé à un congrès ordinaire pour les 21 et 22 du mois courant.

Un rendez-vous organique, qui, prévu statutairement en décembre prochain mais, au vu des élections locales de l'automne, a été sciemment avancé. Et à Touati de se montrer serein face à cette fronde tant il est vrai l'homme n'est pas à une dissidence près. «On a bien fait avorter deux congrès parrallèles et ce n'est pas cette fois-ci que cela réussira», affirmera-t-il, exhibant les démissions écrites de tous ces «prétendus» opposants qui ont tous ou presque, «fait l'école du RND et à un degré moindre celle du FLN». Pour d'autres «autoproclamés militants», poursuivra le président du FNA, ils se sont portés candidats sur les listes de ces «hizbicules» en référence à ces nouveaux partis éprouvettes nés juste avant les dernières législatives, citant en exemple pas moins de quatre membres du conseil national du parti, démissionnaires en avril 2011, qui ont représenté autant de micro-partis dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès.

Et à Touati de poursuivre que «c'est tout ce beau monde qui se manifeste aujourd'hui pour crier à une prétendue déviation de la ligne stratégique du parti, feignant d'oublier que le FNA a été et sera toujours un parti d'opposition».

Et, pour contourner ces défections en masse de cadres, qui du conseil national, qui du bureau national pour organiser le congrès des 21 et 22 juin prochains, le président du FNA semble avoir trouvé la parade. En faisant déléguer à ce congrès tous les membres des conseils de wilaya du parti, entre 31 et 41 membres, avec en plus des militants qui auront fait montre d'un activisme débordant.

Une démarche tout ce qu'il y a de «statutaire», se défend Touati qui dira que cela permettra du coup de faire face à la contrainte du temps. D'ailleurs, le parti se contentera d'un seul précongrès régional, celui du centre du pays prévu pour le 9 du mois en cours, avec la présence des présidents des conseils de wilaya.

M. K.

SOMMET UNION EUROPÉENNE/RUSSIE

Le niet de Moscou prolonge le chemin de croix de Bruxelles sur le dossier syrien

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

A Saint-Pétersbourg, dans le palais d'été de Poutine, les deux têtes de l'Union européenne, le Belge V. Rompuy et le Portugais Manuel Barroso, ont été, à la limite même de la politesse, priés de ne plus revenir sur le dossier syrien. Pour Moscou, c'est net et c'est niet, pas d'intervention militaire en terres omeyades.

Les Russes, il est vrai, trahis en Libye— l'UE et les USA faisant dire à la résolution de l'ONU ce qu'elle n'a jamais déclamé — ont des raisons diplomatiques, commerciales, historiques et géostratégiques sérieuses d'envoyer balader Bruxelles sur la question.

Tout d'abord, Vladimir Poutine, renard du Nord, véritable joueur d'échecs, sait parfaitement que l'Union européenne n'est pas en mesure d'imposer quoi que ce soit sur la question. Désargentée, endettée, au bord de la dépression nerveuse à cause des situations chaotiques de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie, de l'Irlande, et sans doute dans peu de temps, d'autres membres de la zone euro rejoindront ce tas de miséreux, de pauvres, de vagabonds, l'Union européenne est dans une situation d'extrême faiblesse.

Moscou, assise sur un matelas de devises impressionnant, source principale de l'énergie des pays de l'UE, marché prospère dont les investissements font languir les entreprises de l'ex-Ouest dans la guerre froide, négocie sur du velours, même pas besoin de renverser la table. Les pauvres Van Rompuy et Barroso, présidents de l'Union et de la Commission européennes, ont été, d'ailleurs, extrêmement sages, avant-hier, dans la belle cité russe, Saint-Pétersbourg.

Ils ont, certes, dénoncé les exactions et les massacres en série et en Syrie mais n'ont pas pu aller au-delà des condamnations de principe. Soutien au plan de Kofi Annan, appels à la raison, revendications de type humanitaire, les émissaires bruxellois ne sont pas allés au-delà. Le pouvaient-ils, le voulaient-ils, d'ailleurs ? Ici, dans la capitale européenne, nombreux sont ceux qui estiment que l'Union européenne, boîte centralisée en Commission ou à travers ses Etats membres, ne veut pas s'engager militairement en Syrie. Le prix à payer serait fort élevé, selon les experts bruxellois. En pertes humaines, en frais guerriers et, surtout, l'affaire ne présente pas de dividendes réels.

L'après-Bachar Al Assad, si après Assad il y aura dans le court ou le moyen terme, sera, de toutes les façons, géré par les USA en cas de rupture des équilibres actuels. Les seuls, pour le moment et pour un bon moment encore, en mesure de négocier la question avec les Américains sont les... Russes. D'une certaines façon, Poutine a signifié aux Européens que la question syrienne ne se posait pas pour le moment. Et si elle devait l'être, la Russie se concerterait non pas avec Bruxelles, mais avec Washington. A St-Pétersbourg, il s'était agi de cela et d'autres choses encore. Crise financière en Europe, éventuelle exclusion de la Grèce de la zone euro, comment venir en aide aux Européens en guenilles et de plus en plus nombreux.

La campagne de Russie de Barroso et de Van Rompuy n'est certes pas comparable à celle de Napoléon, mais Bruxelles n'en a pas tiré d'avantages substantiels.

A. M.

ILS REJETTENT LE NOUVEAU DÉCRET RÉGISSANT LEUR PROFESSION

Les gérants des auto-écoles menacent d'entamer une grève

Le ministère des Transports a publié le 6 mars dernier de nouvelles mesures fixant les conditions d'organisation et de contrôle des établissements d'enseignement de la conduite automobile. La Fédération nationale des auto-écoles rejette ce décret auquel elle n'était pas associée.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) - Le ministère des Transports est convié à revoir sa copie. Le conseil national de la fédération qui s'est réuni en début de semaine a accordé un délai d'un mois à la tutelle pour annuler cette nouvelle mesure et ouvrir un dialogue avec les représentants des auto-écoles. Dans le cas contraire, le bureau national se réunira vers la fin du mois en cours pour valider la décision d'organiser une journée nationale de protestation. En cas de blocage, la fédération, qui rejette notamment la décision obligeant les gérants des auto-écoles de recruter des licenciés pour gérer les écoles et l'ouverture d'un compte bancaire avec le dépôt d'une caution allant jusqu'à 500 000 DA, menace de radicaliser sa protestation en déclenchant un mouvement de grève en boycottant les examens. M. Aoudia, président de la Fédération nationale des auto-écoles, a indiqué, hier, lors d'une conférence de presse que, jusque-là, toutes les tentatives de la fédération d'engager des négociations avec la tutelle se sont avérées vaines. Selon ce dernier, la fédération tente depuis 2008 de mener la tutelle à prendre en charge la plateforme des revendications des auto-écoles. A ce jour, souligne-t-il, seule la question de l'ajournement des candidats au permis de conduire, et celle concernant l'âge minimum pour passer les examens sont satisfaites. La fédération continue de dénoncer le nombre insuffisant d'examinateurs qui est de 400 pour la couverture de 7 200 auto-écoles ainsi que le manque de circuits d'examen. Pourtant, rappelle M. Aoudia, Amar Tou avait promis, avant de quitter son poste de ministre des Transports, de livrer 40 nouveaux circuits d'examen en 2011 et 60 autres au cours de cette année.

Photo : DR

S. A.

SOUTIEN AUX GREFFIERS EN GRÈVE DE LA FAIM

La police empêche un sit-in devant le tribunal de Sidi M'hamed

En guise de soutien à leurs collègues en grève de la faim, cinq greffiers syndicalistes, affiliés au Snapap, ont tenté hier d'observer une grève de la faim devant le tribunal correctionnel de Sidi M'hamed, qui abrite également le siège du pôle judiciaire spécialisé du Centre.

Abder Bettache – Alger (Le Soir) Toutefois, l'action décidée la veille a été avortée suite à l'intervention des éléments de la Sûreté nationale qui a évacué les protestataires, à peine deux heures après qu'ils aient commencé leur grève. Selon des greffiers, cette action a été initiée par le comité de soutien aux greffiers grévistes, qui lance un cri de détresse au ministère de la Justice et à «tous ceux qui défendent les droits syndicaux et les droits des travailleurs». La coordinatrice du comité de soutien Yamina Maghraoui, expliquera que la grève de la faim des greffiers, «ne semble inquiéter personne en ce qui concerne l'état de santé des personnes en grève qui se détériore». Il ne se passe pas un jour, selon elle, sans que des grévistes ne soient évacués en urgence vers l'hôpital» Pour ledit comité, «il y a urgence à instaurer un dialogue entre le syndicat des greffiers et le ministère de tutelle, avant que les choses ne prennent une tournure grave, puisque chaque jour on se rapproche de la catastrophe, sans que les responsables ne lèvent le petit doigt». En effet, le sentiment d'abandon se lisait sur le visage des grévistes. Allongés sur des matelas à même le sol, dans la grande salle de la maison du syndicat, les grévistes avaient le sentiment d'avoir été abandonnés par les leurs et «méprisés par une tutelle qui ne leur accorde jusque-là aucune importance». Cela dit, la Fédération nationale des greffiers affiliée au Snapap ne désespère pas pour autant et espère redonner un nouveau souffle au mouvement. Déjà, un rassemblement national est prévu dans les jours à venir dont l'objectif premier est de dénoncer «les attitudes dures du ministère de la Justice envers ces travailleurs et rappeler que 46 grévistes font les frais d'une suspension abusive» de la part du ministère.

A. B.